



Hier, j'étais à la manifestation pour défendre le service public et le statut de la fonction publique. Oui oui, encore en manif ! Comme quoi, nous ne mollissons pas. Mais le Gouvernement nous donne toujours de quoi nous mobiliser. Oh, je ne m'en félicite pas. Même s'il n'est pas dans mon tempérament de rester tranquille les bras croisés, je préférerais me consacrer à mon mandat, à ma vie de famille, à la construction de ma formation politique plutôt que d'arpenter les rues de Paris en plein hiver. Malgré le redoux.

Mais comment faire autrement ? Comment peut-on supporter d'apprendre que Henri Proglio (dont je parlais dans une note du 30 novembre 2009) toucherait 450.000 € pour consacrer 2% de son temps à Véolia Environnement ? En plus de son salaire à EDF, bien sûr. Pendant ce temps, les fonctionnaires peinent à être augmentés de leurs 0,5% annuels... Nicolas Sarkozy mène une politique caricaturale de défense des plus riches au détriment de l'immense majorité des gens.

Les attaques viennent de toute part. Elles sont bien cohérentes entre elles. J'ai l'impression d'assister à "Fort Alamo". Malgré l'héroïque résistance des assiégés, le Fort avait fini par tomber devant les attaques en nombre et venant de tous côtés. Le service public est le prolongement de cette métaphore. Tout y passe : le statut est mis à mal en créant un CDI dans la fonction publique ; les salaires sont gelés pour décourager les personnels ; ces mêmes personnels ont des tâches de plus en plus lourdes compte tenu des non renouvellement de postes ; les collectivités locales sont privées de moyens (dotations de l'Etat en baisse, Taxe Professionnelle supprimée,...) ; les entreprises publiques sont privatisées et mises en concurrence. J'en passe et des moins bonnes.



Pourquoi ? C'est ça la question. Il faut toujours se demander à qui profite le crime. Qui profite d'un service public affaibli ? Le secteur privé, qui peut alors investir des marchés jusqu'alors dévolus au secteur public. Et c'est alors la logique de profit qui prévaut sur celle de l'intérêt général. Et le secteur privé, c'est qui ? Les actionnaires, les grands dirigeants, les "Henri Proglio" de tout poils. La boucle est bouclée.

Bon, on n'est pas dans un western. C'est quand même le peuple qui a le dernier mot dans tout ça. Il a les moyens de refuser tout ça en bloc, de signifier à Nicolas Sarkozy que sa politique en faveur des puissants ne passe plus. Et pas besoin de fusils pour ça : un bulletin de vote suffit, dès mars prochain. Il sera à lui tout seul une bonne gauche contre la droite !